



FICHE 1

DÉFINITION

1. Les objectifs de développement durable et les considérations sociales

Prise en compte obligatoire des objectifs de développement durable dans la définition des besoins

« *La commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code.* » ([article L. 3-1](#) du code de la commande publique).

La première obligation de l'acheteur ou de l'autorité concédante est de définir le besoin à couvrir par le contrat en prenant en compte des objectifs du développement durable (articles [L.2111-1](#) et [L.3111-1](#) du code de la commande publique). C'est de cette étape préalable que découle ensuite la mobilisation potentielle de tout un panel de considérations sociales. A défaut, l'acheteur ou l'autorité concédante doit être en mesure de justifier l'impossibilité de cette prise en compte à tout moment à l'égard des organismes de contrôle¹.

Intégrer des considérations sociales revient pour l'acheteur à prendre en compte la dimension sociale dans la définition de son besoin par différents **leviers juridiques** :

- dans les caractéristiques et exigences du contrat sous forme de **clauses** administratives et techniques présentant une dimension sociale (**objet, conditions d'exécution, spécifications techniques**) ;
- dans les conditions d'attribution, impliquant que la mise en concurrence puisse être **réservée** aux opérateurs économiques qui emploient majoritairement des travailleurs handicapés ou défavorisés, ou aux entreprises de l'économie sociale et solidaire ; si la réservation s'analyse comme une condition d'attribution, elle génère des conditions d'exécution sociales.
- dans la consultation, à travers un **critère d'attribution** social, permettant aux opérateurs économiques de valoriser la qualité sociale de l'offre proposée pour exécuter la prestation ;

D'autres leviers peuvent être utilisés pour prendre en compte une considération sociale, comme par exemple, l'autorisation ou l'exigence de la présentation de variantes².

¹ Voir en ce sens la réponse ministérielle à la question écrite n°25167, JO Sénat 11 janvier 2007, p.75 : <https://www.senat.fr/questions/base/2006/qSEQ061125167.html>

² L'exigence d'une variante se traduit par une clause. L'autorisation d'une variante orientée sur le social ne pourra être réellement valorisée qu'avec un critère d'attribution social.



Le lien avec l'objet du contrat doit être préservé

Les leviers sont mobilisables, pour autant que cela reste bien lié à l'objet du contrat.

En effet, la **politique globale de l'entreprise ne peut être prise en compte**. Le Conseil d'Etat, par une décision du 25 mai 2018, *Nantes Métropole*, a rappelé cette interdiction³. La réglementation des marchés publics n'a « *ni pour objet ni pour effet de permettre l'utilisation d'un critère relatif à la politique générale de l'entreprise en matière sociale, apprécié au regard de l'ensemble de son activité et indistinctement applicable à l'ensemble des marchés de l'acheteur, indépendamment de l'objet ou des conditions d'exécution propres au marché en cause* ».

Ce lien avec l'objet du marché **peut être apprécié de façon large**. Dès lors que les conditions d'exécution portent sur une des étapes du cycle de vie des travaux, fournitures ou services entrant dans l'objet du marché, elles sont « *réputées liées à l'objet du marché* », « *même lorsque ces éléments ne ressortent pas des qualités intrinsèques des travaux, fournitures ou services* » (article [L. 2112-3](#) du code de la commande publique).

Une clause sociale en tant que condition d'exécution sera obligatoire à l'horizon 2026

La **loi Climat et Résilience** comporte des dispositions en matière de commande publique qui entreront en vigueur au plus tard le 22 août 2026 ([article 35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets cf. [fiche DAJ sur la loi climat](#)).

- Principe d'obligation de conditions d'exécution sociales pour les gros contrats



Elle prévoit un **principe d'obligation** de prise en compte de considérations relatives **au domaine social ou à l'emploi**, dans les conditions d'exécution de tous les contrats supérieurs aux seuils européens (marchés publics et contrats de concession).

L'acheteur ou l'autorité concédante peut toutefois déroger à cette obligation de condition d'exécution dans le domaine social ou celui de l'emploi dans les hypothèses prévues à l'article 35 de la loi Climat et Résilience :

- **Dérogations s'agissant des marchés publics :**
 - si le besoin peut être satisfait par une solution immédiatement disponible ;
 - ou si cette prise en compte ne présente pas de lien suffisant avec l'objet du marché ;
 - ou si cette prise en compte devait restreindre la concurrence ou rendre techniquement ou économiquement difficile l'exécution de la prestation ;
 - ou s'il s'agit d'un marché de travaux d'une durée inférieure à six mois.

Ces dérogations doivent être motivées :

- pour les pouvoirs adjudicateurs : dans les documents relatifs à la passation ;
- pour les entités adjudicatrices : par tout moyen.

³ [CE, 25 mai 2018, Nantes Métropole, n° 417580](#)



- **Dérogations s'agissant des contrats de concessions :**
 - si une telle prise en compte ne présente pas de lien suffisant avec l'objet du contrat ;
 - ou si une telle prise en compte est de nature à restreindre la concurrence ou à rendre techniquement ou économiquement difficile l'exécution du contrat de concession.

Ces dérogations doivent être motivées par tout moyen par les autorités concédantes.

Cet équilibre entre obligation et dérogations à raison du montant ou de la nature-même du contrat, vise à limiter l'obligation de condition d'exécution sociale aux contrats financièrement les plus importants de la commande publique et, pour ce qui concerne les marchés de travaux, d'une durée d'exécution suffisante pour former le personnel adapté et prévenir ainsi les risques en matière de sécurité. En parallèle, la mobilisation volontaire et réfléchie de considérations sociales sur les contrats en deçà des seuils européens conserve sa pertinence.

L'acheteur peut exclure certaines grandes entreprises n'ayant pas de plan de vigilance

- **Introduction du devoir de vigilance dans la commande publique :** dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises, la loi Climat et Résilience prévoit également la possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure au stade de la candidature certaines entreprises (au-dessus d'un certain seuil de salariés), n'ayant pas produit de plan de vigilance alors qu'elle devait satisfaire à cette obligation ([article L. 225-102-4 du code de commerce](#) et nouveaux articles [L. 2147-7-1](#) et [L. 3123-7-1](#) du code de la commande publique ⁴). Cette possibilité est ouverte depuis la publication du [décret portant diverses modifications du code de la commande publique du 2 mai 2022](#).

Une initiative française : le devoir de vigilance a été institué par la [loi n° 2017-399 du 27 mars 2017](#) relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre ([article L. 225-102-4 du code de commerce](#)). Ainsi, toute société employant au moins 5 000 salariés⁵ doit établir et mettre en œuvre un plan de vigilance relatif à l'activité de la société et de l'ensemble des filiales qu'elle contrôle pour prévenir les atteintes graves aux droits humains, libertés fondamentales, à la santé et sécurité des personnes et à l'environnement.

Un élargissement du champ des entreprises concernées dans une proposition de directive : à l'échelle européenne, le Parlement européen a invité la Commission européenne en 2021 à proposer une directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de protection des droits de l'homme et de l'environnement. La Commission européenne a publié en 2022 sa proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité abaissant le seuil du nombre de salarié mais prenant en compte le chiffre d'affaires et le risque attaché à certains secteurs d'activités.

⁴ [Décret n° 2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique](#) prévoyant l'entrée en vigueur de cette disposition le 4 mai 2022.

⁵ [Emploi direct ou indirect de 5 000 salariés pour les entreprises établies en France et de 10 000 salariés pour les entreprises étrangères ayant une activité en France.](#)



2. Le champ des considérations sociales

Le champ des considérations sociales envisageables est vaste et ne se limite pas à celles qui sont abordées dans cette fiche. Cette version du guide des aspects sociaux de la commande publique poursuit les travaux précédemment développés sur **l'insertion des personnes éloignées de l'emploi** ; tout en proposant de nouvelles ressources sur la **promotion de l'égalité femmes/hommes**, dans le cadre de la lutte contre les discriminations, et des ressources actualisées, sur **l'achat public équitable** (rémunération des travailleurs ou des producteurs).

La commande publique peut prendre en compte d'autres aspects sociaux. En reprenant les exemples du Plan national achats durables⁶, et les données proposées dans les avis de publicité européen (déploiement prévu pour fin 2023), on recense notamment :

- **L'insertion des personnes éloignées de l'emploi** (opportunités d'emploi durable pour les personnes en situation de handicap ou les personnes défavorisées) ;
- **L'accessibilité** : l'accessibilité⁷ des biens et des services, obligatoire dans les établissements recevant du public, renforcée dans le domaine **numérique**⁸, est obligatoire dans les spécifications techniques de tous les marchés publics, et fortement recommandée dans les concessions;
- **La lutte contre les discriminations**, notamment promotion de l'égalité femmes/hommes⁹, non-discrimination liée aux origines ;
- **Le respect des exigences éthiques** (respect des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement¹⁰...) **et équitables** ;
- **La performance dans la protection** ou la formation des salariés (santé et sécurité au travail, maintien de conditions dignes).

Toujours en lien avec la prestation commandée, les considérations sociales évoluent. L'objet social de la prestation peut être transverse à plusieurs politiques publiques continues ou d'urgence, tels que les objectifs de santé publique, de renforcement des liens sociaux, de réinsertion des détenus, d'insertion de réfugiés, de développement des territoires, des bassins d'emploi ou des entreprises l'économie sociale et solidaire.

D'ici 2026, l'acheteur dispose de la faculté de tenir compte des considérations sociales pour tous les contrats. A l'occasion de la programmation des achats, il est opportun de systématiser une réflexion en ce sens afin de se préparer collectivement (acheteurs, maîtres d'œuvre et entreprises) en vue des échéances fixées dans la loi Climat et Résilience.

⁶ Périmètre des considérations sociales commun à celui retenu dans le Plan National Achats Durables (PNAD) développé plus loin, à laquelle la DAJ a contribué.

⁷ [Article R. 2111-6](#) du code de la commande publique. Voir également le [guide de la commission européenne](#) « acheter social »

⁸ [Directive \(UE\) 2019/882](#) du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services transposée dans la [loi 2023-171 du 9 mars 2023](#) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture.

¹⁰ Voir le guide de la DAE « [Respect des droits de l'homme au travail](#) : un guide pratique pour les acheteurs publics »